

Cote du document: EB 2010/100/R.20  
Point de l'ordre du jour: 13 b) iii)  
Date: 2 août 2010  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Rapport du Président

### Proposition de prêt à la République de l'Ouganda pour le

### Projet de promotion des technologies agricoles et des services consultatifs concernant les agro-industries

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Marian Bradley**  
Chargée de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2326  
courriel: m.bradley@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Fonctionnaire responsable des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Centième session  
Rome, 15-17 septembre 2010

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>i</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	<b>7</b>
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

## Sigles et acronymes

DANIDA	Agence danoise pour le développement international
IDA	Association internationale de développement
NAADS	Programme national de services de conseils agricoles
NARO	Organisation nationale de recherche agricole
NARS	Système national de recherche agricole

# Carte de la zone du projet

## Uganda

### Agricultural Technology and Agribusiness Advisory Services Project

President's report



23-6-2010



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République de l'Ouganda

### Projet de promotion des technologies agricoles et des services consultatifs concernant les agro-industries

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	Banque mondiale
<b>Emprunteur:</b>	République de l'Ouganda
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
<b>Coût total du projet:</b>	665,5 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	9,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,0 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Cofinanceurs:</b>	Banque mondiale (Association internationale de développement [IDA]), Union européenne, Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et Agence danoise pour le développement international (DANIDA)
<b>Montant du cofinancement:</b>	Banque mondiale (IDA): 120,0 millions d'USD Union européenne: 20,0 millions d'USD FEM: 7,2 millions d'USD DANIDA: 7,0 millions d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	497,3 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	Contribution d'environ 70,0 millions d'USD en faveur d'activités commerciales (non inclus dans les coûts du projet)
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	Banque mondiale
<b>Institution coopérante:</b>	Banque mondiale

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de l'Ouganda pour le Projet de promotion des technologies agricoles et des services consultatifs concernant les agro-industries, telle qu'elle figure au paragraphe 38.

## Proposition de prêt à la République de l'Ouganda pour le Projet de promotion des technologies agricoles et des services consultatifs concernant les agro-industries

### I. Le projet

#### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le FIDA a approuvé en décembre 2000 le cofinancement du Programme national de services de conseils agricoles (NAADS), afin d'aider l'Ouganda à renforcer la sécurité des moyens d'existence ruraux grâce à une amélioration durable de la productivité agricole et des revenus des ménages. Ce programme a été conçu comme étant la première phase d'une initiative d'une durée de 25 ans visant à assurer aux agriculteurs ougandais des services consultatifs agricoles techniques, afin d'augmenter leur productivité. Deux évaluations indépendantes<sup>1</sup> ont permis de constater que, dans l'ensemble, le programme avait obtenu de bons résultats.
2. L'accroissement de la productivité agricole et la promotion de la commercialisation de l'agriculture sont pour le gouvernement des questions hautement prioritaires. Le projet proposé associe l'appui à la recherche agricole, par le biais de l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) et des systèmes nationaux de recherche agricole (NARS), et la mise à disposition de services consultatifs par l'intermédiaire du NAADS, afin d'améliorer les résultats obtenus par ces deux organisations, l'objectif de développement étant d'accroître la productivité agricole et les revenus des ménages ruraux participants.

#### B. Financement proposé

##### Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de l'Ouganda un prêt d'un montant de 9,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,0 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables pour contribuer au financement du Projet de promotion des technologies agricoles et des services consultatifs concernant les agro-industries. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

##### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

4. L'allocation fixée pour l'Ouganda au titre du SAFP est d'environ 64 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012, montant sur lequel 33,5 millions de DTS ont déjà été engagés<sup>2</sup>. Une fois le présent prêt approuvé, l'allocation SAFP fixée pour l'Ouganda sera presque entièrement utilisée.

<sup>1</sup> À la réunion qu'il a tenue le 10 octobre 2007, le Comité de l'évaluation du FIDA a décidé que le Fonds accepterait, à la place de sa propre évaluation, les deux évaluations externes qui avaient été réalisées, afin d'avancer et de participer à une phase complémentaire du NAADS.

<sup>2</sup> En faveur du Projet de développement de la production d'huile végétale – phase 2, qui a été approuvé par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-dix-neuvième session, en avril 2010.

### **Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme**

5. Pour les cinq prochaines années, les allocations prévues au titre du cadre national de dépenses à moyen terme devraient atteindre près de 500 millions d'USD pour le NAADS et environ 126 millions d'USD pour la recherche. Les allocations de 2008-2009 s'élevaient à 52 millions d'USD pour le NAADS et à 21 millions d'USD pour la NARO.

### **Corrélation avec les approches nationales sectorielles**

6. Le projet proposé étant prioritaire dans le cadre de la Stratégie de développement et du Plan d'investissement du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, il s'inscrit parmi les priorités du secteur agricole.

### **Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État**

7. À la fin de 2005, la dette extérieure s'établissait à 4,3 milliards d'USD, dont 93% en faveur d'institutions financières internationales multilatérales. Au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, l'encours total de la dette internationale a été réduit à 1,1 milliard d'USD en 2006. La dette extérieure totale était d'environ 1,8 milliard d'USD au 31 décembre 2008. L'Ouganda rembourse régulièrement ses prêts, et l'on peut raisonnablement penser qu'il continuera de le faire.

### **Flux de fonds**

8. Les fonds de l'Association internationale de développement (IDA) et du FIDA seront déposés sur deux comptes ouverts à cet effet auprès de la Banque d'Ouganda, l'un réservé au NAADS et l'autre à la NARO. Les fonds prélevés sur ces comptes seront transférés vers deux comptes de donateurs (l'un pour le NAADS et l'autre pour la NARO). Les fonds de l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA) et de l'Union européenne seront versés séparément sur ces comptes.

### **Modalités de supervision**

9. Le projet sera supervisé par la Banque mondiale, avec la participation du FIDA et d'autres donateurs.

### **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

10. Les dispositions relatives à l'établissement des rapports tant d'exécution que financiers, ainsi qu'à la passation des marchés, seront conformes aux exigences de l'IDA. Un financement rétroactif allant jusqu'à 1,5 million d'USD prélevé sur le prêt du FIDA est également prévu<sup>3</sup>.

### **Gouvernance**

11. Un plan détaillé relatif à la gouvernance et à la lutte contre la corruption a été établi afin de renforcer la transparence et de prévenir les pratiques favorisant la corruption dans l'utilisation des ressources publiques.

## **C. Groupe cible et participation**

### **Groupe cible**

12. Dans le cadre de la phase du NAADS en cours, on estime qu'environ 20% des agriculteurs du pays ont bénéficié de services consultatifs. Dans le cadre du projet, l'objectif sera d'atteindre 40 à 50% des agriculteurs, soit environ 1,7 million de ménages. Afin de prendre en compte l'ensemble des besoins techniques divers, de la production de subsistance à l'agriculture commerciale, le projet a établi quatre catégories générales d'agriculteurs: ceux qui visent la sécurité alimentaire, ceux qui sont axés sur les marchés, ceux qui commercialisent leur production et ceux qui jouent un rôle central.

<sup>3</sup> Voir l'annexe – accord de financement négocié (section E, paragraphe 4, "schedule" 2).

**Méthode de ciblage**

13. Une combinaison de stratégies "push" et "pull" est intégrée à la conception, afin d'aider les agriculteurs pauvres et défavorisés à sortir de la pauvreté. Ces stratégies visent à associer les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et d'autres groupes d'agriculteurs pauvres à la mobilisation des groupes et aux activités commerciales. Les initiatives axées sur la sécurité alimentaire visent spécialement à aider les femmes et les hommes pauvres et vulnérables. Des mesures sociales destinées à faire mieux connaître les questions relatives à la problématique hommes-femmes, aux jeunes et aux personnes atteintes du VIH/sida sont prévues pour tous les groupes cibles.

**Participation**

14. Dans le cadre du NAADS, l'accent a été mis sur l'autonomisation des agriculteurs et le renforcement des organisations paysannes, grâce à la promotion de la participation aux groupements d'agriculteurs et aux forums paysans, aux échelons du sous-comté, du district et du pays.

**D. Objectifs de développement****Objectifs clés**

15. L'objectif de développement est d'accroître la productivité agricole et les revenus des ménages participants en améliorant les résultats obtenus par la recherche agricole et les services consultatifs, tout en favorisant la pérennité écologique et la capacité d'adaptation aux risques climatiques et à la dégradation des terres.

**Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

16. La NARO et le NAADS reconnaissent qu'une alliance plus étroite entre ces deux institutions, ainsi que des partenariats efficaces avec d'autres parties prenantes, est essentielle si l'on veut atteindre les résultats et les effets attendus. Des liens plus étroits seront noués en mettant au point des interfaces dynamiques recherche-conseil NARO-NAADS au niveau local, ainsi qu'aux échelons de la zone et du pays. Les plateformes réunissant les parties prenantes et les partenariats public-privé seront encouragés, afin d'ouvrir la voie à l'acceptation de la technologie par les agriculteurs le long des chaînes de valeur prioritaires.

**Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

17. Conformément au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, le projet renforcera la capacité d'organisation des pauvres, développera le capital humain et social et soutiendra les activités économiques. Il jouera aussi un rôle de pionnier dans la promotion des partenariats public-privé pour le développement et la lutte contre la pauvreté, ce qui concorde avec le thème central de la Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat, à savoir associer le secteur privé aux avantages et aux ressources fournis au groupe cible du FIDA. Conformément à la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique, le projet fera adopter par les agriculteurs des technologies de gestion durable des terres qui les aideront à faire face aux risques associés au changement climatique et à contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

**E. Harmonisation et alignement****Alignement sur les priorités nationales**

18. Du fait qu'il est axé sur les liens avec le secteur privé, ce projet s'inscrit dans le droit fil du nouveau Plan de développement national, qui fait du secteur privé le principal moteur de la croissance économique. Il sera le mécanisme fondamental qui permettra d'obtenir les résultats énoncés dans la Stratégie de développement et le Plan d'investissement du Ministère de l'agriculture. Il jouera également un rôle crucial en favorisant la spécialisation, les entreprises rentables et l'agriculture comme activité commerciale, et en appuyant les partenariats public-privé pour développer l'industrie agroalimentaire et renforcer la compétitivité des produits

ougandais sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux – objectifs du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, qui a été signé fin mars 2010 par 15 donateurs, dont le FIDA, et par les cofinanceurs du projet.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

19. La Stratégie de développement et le Plan d'investissement préconisent la coordination de l'appui apporté par les partenaires du développement, ainsi qu'une collaboration efficace entre la NARO, les NARS et le NAADS. En appuyant le projet, les quatre principaux donateurs du secteur agricole – Banque mondiale, DANIDA, Union européenne et FIDA – regrouperont et harmoniseront leur assistance à l'appui des objectifs du gouvernement dans le domaine de l'agriculture, tels qu'ils sont énoncés dans la Stratégie de développement et le Plan d'investissement.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

20. Le projet comprend cinq composantes: i) la mise au point de technologies agricoles et le renforcement des NARS; ii) le renforcement des partenariats entre la recherche agricole et les services consultatifs et les autres parties prenantes; iii) le renforcement du NAADS; iv) l'appui aux services agro-industriels et aux relations avec les marchés; et v) la gestion du programme, y compris la coordination des NARS, la gestion de la NARO et la gestion et la coordination du NAADS.

### **Catégories de dépenses**

21. Les catégories de dépenses sont au nombre de quatre: i) biens, travaux et services de consultants, formation et frais de fonctionnement de la NARO, 164,5 millions d'USD; ii) biens, travaux et services de consultants, formation et frais de fonctionnement du NAADS, 309,5 millions d'USD; iii) sous-projets relatifs à la sécurité alimentaire et aux entreprises axées sur les marchés, 135,7 millions d'USD; et iv) sous-projets relatifs au développement des agro-industries, 55,8 millions d'USD. Le remboursement des fonds avancés pour les travaux préparatoires par l'IDA, soit 3 millions d'USD, a été inclus dans les coûts du projet, mais la contribution des agriculteurs aux activités commerciales, qui s'élève à environ 70 millions d'USD, n'a pas été prise en compte.

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

22. Les principaux partenaires d'exécution sont le Ministère de l'agriculture, la NARO, le NAADS et les NARS.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

23. La NARO et les NARS seront responsables de la mise en œuvre des activités de recherche agricole, tandis que le NAADS sera chargé d'assurer les services consultatifs.

### **Rôle de l'assistance technique**

24. La Banque mondiale et d'autres donateurs fourniront une assistance technique dans le cadre de la supervision et de l'exécution. L'aide technique locale sera recrutée par le biais de procédures nationales.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

25. Le NAADS et la NARO adopteront tous les deux des manuels d'exécution du projet dont la forme et le fond auront l'agrément de la Banque mondiale.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés<sup>4</sup>**

26. Le coût total du projet est de 665,5 millions d'USD sur cinq ans. Les sources de financement sont le gouvernement (75%), la Banque mondiale (IDA) (18%), l'Union

<sup>4</sup> Le Conseil des gouverneurs de la Banque mondiale a approuvé le financement de l'IDA le 22 juin 2010, tandis que la DANIDA devrait donner son approbation avant la fin de 2010, et l'Union européenne vers le milieu de l'année 2011.



européenne (3%), le FIDA (2%), la DANIDA (1%) et le Fonds pour l'environnement mondial (1%).

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

27. Le projet permettra d'accroître les rendements agricoles, d'encourager le passage à des cultures et des activités plus rentables, et de relever les prix à l'exploitation du fait de l'amélioration de la qualité, tout en garantissant que les ressources en terres et en eau sont gérées de manière durable. Grâce à ses activités d'autonomisation, les agriculteurs devraient diriger leurs exploitations comme des entreprises et négocier afin d'obtenir des prix meilleurs, tout en accroissant la part de leur production qui est commercialisée.

### **Viabilité économique et financière**

28. Dans le scénario bas (faible accroissement des rendements), le projet dégage un taux de rentabilité économique de 12% sur 20 ans, taux qui passe à 29% dans un scénario moyen pour ce qui est de l'accroissement des rendements. Le scénario moyen est considéré comme réalisable, car il correspond aux résultats enregistrés effectivement dans le passé en Ouganda.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

29. L'objectif de réduction de la vulnérabilité, grâce à la surveillance des ressources naturelles et à une meilleure gestion des terres, sera pris en compte dans les activités de recherche agricole et intégré aux messages à caractère technique à l'intention des services consultatifs agricoles. La NARO et le NAADS mettront en œuvre une stratégie conjointe d'information et de communication, afin d'établir des liens avec un large éventail de parties prenantes, en particulier les agriculteurs.

### **Innovations en matière de développement**

30. Le projet continuera de promouvoir la fourniture de services consultatifs à la demande, des liens directs étant établis avec des opérateurs du secteur privé. Il fera adopter et appliquera à plus grande échelle des pratiques de gestion durable des terres, afin de prévenir la dégradation des paysages agricoles ou d'y mettre fin.

### **Approche d'élargissement**

31. L'approche suivie par le NAADS, qui a été testée et mise au point pendant la phase précédente, sera élargie de manière à englober tous les groupes d'agriculteurs, des mesures particulières étant prises pour associer les ménages pauvres. L'approche axée sur les activités commerciales sera élargie, et le projet mettra en place toute une série de partenariats public-privé, selon les cultures.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

32. Les principaux risques auxquels le projet est confronté sont liés à la gestion financière et à la passation des marchés. Les mesures ci-après ont pour objet d'améliorer les aspects liés à la gouvernance, en particulier en ce qui concerne le NAADS: un audit interne approfondi, le renforcement des mécanismes d'inspection et d'enquête, l'amélioration du traitement des plaintes et d'autres mesures concernant la responsabilité sociale externe, telles que la surveillance des tiers, le renforcement de la responsabilité sociale interne, notamment la passation des marchés à l'échelon communautaire, l'amélioration de la communication d'informations et l'autonomisation accrue des agriculteurs et des forums paysans.

### **Classification environnementale**

33. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car il ne risque pas d'avoir d'effet néfaste notable sur l'environnement.

## **K. Durabilité**

34. Il est tout à fait possible d'accroître la productivité agricole et la rentabilité des entreprises des petits exploitants, ce qui créera des liens économiques avec le secteur privé grâce auxquels les activités deviendront financièrement autonomes. Le projet mettra également à la disposition des agriculteurs des techniques nouvelles, durables sur le plan de l'environnement, qui les aideront à répondre aux demandes du marché.

## **II. Instruments juridiques et autorité**

35. Un accord de financement entre la République de l'Ouganda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
36. La République de l'Ouganda est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
37. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **III. Recommandation**

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Ouganda un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à neuf millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (9 300 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Negotiated financing agreement

### "Agricultural Technology and Agribusiness Advisory Services Project"

(Negotiations concluded on 14 May 2010)

Loan Number:

Project Title: Agricultural Technology and Agribusiness Advisory Services Project  
(the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Uganda (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS, the Borrower and the International Development Association ("IDA") have entered into a Financing Agreement dated [insert date] (the "IDA Financing Agreement") to provide financing for the Project; and

WHEREAS, the Borrower has requested the Fund to provide additional financing for the Project;

#### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions identified in Section E paragraph 4 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

#### Section B

1. The amount of the Loan is nine million three hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 9 300 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms as provided for in Article 5.01 (a) of the General Conditions.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 June and 1 December.

### **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries.
2. The following are designated as additional Project Parties: the National Agricultural Advisory Services (NAADS) and the National Agricultural Research Organisation (NARO).
3. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

The Loan shall be administered and the Project supervised by the IDA as the Cooperating Institution.

### **Section E**

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: the IDA Financing Agreement shall have been suspended.
2. The following is designated as an additional ground for cancellation of this Agreement: the IDA Financing Agreement shall have been cancelled.
3. The following is designated as an additional conditions precedent to withdrawal: the IDA Financing Agreement has become effective.
4. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement:
  - (a) Section 7.01 (b) (ii) and Article 8 (Implementation Reporting and Information): the Borrower shall monitor and evaluate the progress of the Project and prepare reports, as well as Annual Workplans and Budgets (AWPBs), in accordance with Section II (A), Schedule 2 of the IDA Financing Agreement.
  - (b) Section 7.05 (Procurement); for purposes of this Agreement, all goods, works and consulting services to be financed out of the proceeds of the Loan shall be subject to the IDA Financing Agreement, as may be amended from time to time.
  - (c) Article 9 (Financial Reporting and Information): the financial reporting system of the Borrower shall be in accordance with Section II (B), Schedule 2 of the IDA Financing Agreement.
5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

Ministry of Finance, Planning  
and Economic Development  
Plot2/12 Apollo Kaggwa Road  
P.O. Box 8147  
Kampala  
Uganda  
Fax Number: + (256)414230163

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

\_\_\_\_\_  
For the Fund  
[insert name and title]

\_\_\_\_\_  
For the Borrower  
[insert name and title]

**Schedule 1***Project Description and Implementation Arrangements***I. Project Description**

The Project shall be the same as described in Schedule 1 of the IDA Financing Agreement, as such may be amended by the Parties thereto from time to time. The Project shall be implemented in accordance with the provision of Schedule 2 of the IDA Financing Agreement, as such may be amended by the Parties thereto from time to time.

**Schedule 2***Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

<b>Category</b>	<b>Loan Amount Allocated (expressed in SDR)</b>	<b>Percentage of Eligible Expenditures to be financed</b>
1. Goods, works, consultants' services, operating expenses and competitive grants for NARO	2 250 000	10%
2. Goods, works, consultants' services, operating expenses and competitive grants for NAADS, except technology uptake grants and matching grants of the Commercializing Challenge Fund	4 300 000	10%
3. Technology uptake grants under Part 3(e) of the Project (NAADS)	2 000 000	10%
4. Matching grants of the Commercializing Challenge Fund under Part 4 (g) of the Project (NAADS)	750 000	10%
<b>TOTAL</b>	<b>9 300 000</b>	

2. *Retroactive Financing.* The Loan shall retroactively finance up to USD 1 500 000 for eligible expenditures incurred as of the date of effectiveness of the IDA Financing Agreement.

### Schedule 3

#### *Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Anti-Corruption.* For the purposes of this Agreement, a finding of corruption pursuant to the provisions of the IDA "Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants" dated October 15, 2006, amended on May 10 2010, and as may be amended from time to time, shall be deemed a finding of corruption under the "IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its activities and operations".
2. *Environmental and Social Safeguards.* The Borrower shall carry out the Project in accordance with its Environmental and Social Management Framework.

*Tax exemption.* The Borrower shall exempt the proceeds of the Loan from taxes.



## Key reference documents

- *Nature, Distribution and Evolution of Poverty and Inequality in Uganda, 1999-2002* Uganda Bureau Of Statistics, International Livestock Research Institute, World Bank
- *Independent Evaluation Of Uganda's Poverty Eradication Action Plan (PEAP), Final Synthesis Report, Oxford Policy Management, July 2008*
- *Uganda Human Development Report 2007*, UNDP
- *National Development Plan (2010-14)*, final draft National Planning Authority 4 December 2009,
- *Development Sector Investment Plan (2010-14)*, final draft, MAAIF, October 2009
- *Needs of Identified Farmer categories and differentiated strategies for a plan of action: synthesis report*, PMA Secretariat, MAAIF, May 2009 (financed by an IFAD grant)
- *Gender and Productivity survey: analytical report*, Uganda Bureau of Statistics and Economic Policy Research Center, April 2009
- *IFAD Strategic Framework 2007-2010*, IFAD
- *Uganda Country Strategic Opportunities Paper*, IFAD Report n° 1607, September 2004
- *IFAD Climate Change Strategy*
- *Impact Evaluation and Returns to Investment of the National Agricultural Advisory Services (NAADS) Program Of Uganda*, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, DC, USA and Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa (ASARECA), Entebbe, Uganda, October 2008
- *Performance Evaluation of: National Agricultural Advisory Services*, ITAD, 1st June 2008
- *Agricultural Technology and Agribusiness Advisory Services Project, Project Appraisal Document*, World Bank, 26 May 2010

## Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<b>Goal:</b>			
Increased agricultural productivity and incomes of farm households by improving the performance of agricultural research and advisory services and through enhanced environmental sustainability.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Percentage increase in average agricultural yields of participating households (gender)</li> <li>Percentage increase in agricultural income of participating households (by gender)</li> <li>Additional hectares and kilometers of land area with improved land and water management practices</li> </ul>	Special surveys at mid-term and project completion	Government continues to be strongly committed to NARO and NAADS for agricultural research and the provision of advisory services
<b>Development Objectives</b>			
Component 1: Developing Agricultural Technologies and Strengthening the NARS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Percentage increase in the number of technological innovations generated for dissemination</li> <li>Number of collaborative research projects implemented <sup>a</sup></li> </ul>	Annual reports by NARS for specific crops, NARO annual reports	Continued implementation more demand driven agricultural research
Component 2: Enhancing Partnerships between Agricultural Research, Advisory Services, and other Stakeholders	<ul style="list-style-type: none"> <li>Percentage of the same commodities in ten top priorities for ZARDI and NAADS (by AEZ)</li> <li>Proportion of the districts with the operational District Adaptive Research Support Teams</li> </ul>	NARO, NAADS and ZARDIs annual reports and special reports on specific crops	ATAAS mechanisms for coordination are effective and accepted by all parties
Component 3: Strengthening the NAADS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Direct project beneficiaries (number), of which female (%)</li> <li>Indirect project beneficiaries (number), of which female (%)</li> <li>Number of technologies demonstrated by the project in project areas (by enterprise) <sup>a</sup></li> <li>Percentage of targeted beneficiaries using improved technologies (by enterprise type including sustainable land management)</li> <li>Proportion of men and women perceiving that their voice has been taken into account in decision making of the farmer group</li> <li>Percentage of targeted beneficiaries who are satisfied with advisory services (by gender) <sup>a</sup></li> </ul>	<p>Reports from sub-counties and districts to NAADS Secretariat, NAADS annual reports, impact surveys at mid-term and project completion, audit reports</p> <p>Annual audit reports and share of recommendations implemented as proportion of all recommendations</p>	<p>NAADS has continued credibility at sub-county and district level.</p> <p>Measures to ensure transparency and good governance are implemented and are effective</p> <p>Complaint handling Mechanism for NAADS established and functional</p>
Component 4: Supporting Agribusiness Services and Market Linkages	<ul style="list-style-type: none"> <li>Share of farm production marketed by targeted beneficiaries (in value terms, by gender)</li> <li>Number of operational PPPs for agribusiness and market linkages</li> </ul>	Reports NAADS Secretariat, agribusiness surveys at mid-term and project completion	Farmers are able take up enterprises as planned and are able to finance their contribution
Component 5: Programme Management	<ul style="list-style-type: none"> <li>Efficient execution of administrative, financial and procurement functions</li> <li>Effective coordination of activities among stakeholders</li> </ul>	NAADS and NARO progress reports IDA and IFAD loan disbursements Audit reports	Lack of real commitment to coordination by NAADS and NARO Secretariats

\*The Results framework and detailed ed monitoring indicators are provided in Annex 3 of the World Bank Project appraisal report for ATAAS.